

# INFORMEL

## Actualités des **directeurs de soins** Région Grand Est



[www.grand-est.ars.sante.fr](http://www.grand-est.ars.sante.fr)

N°19/86/novembre/décembre2017

### ACTUALITÉS

- **Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine se sont réunies au sein d'une même grande région dans le cadre de la réforme territoriale.**

Accédez à l'[organigramme régional](#) de la nouvelle Agence Régionale de Santé et au dépliant « [Restons en contact](#) » qui vous présente les principaux contacts au niveau de la grande région.

Tous ces documents sont accessibles sur le nouveau site internet : [www.grand-est.ars.sante.fr](http://www.grand-est.ars.sante.fr)

- **[Lettre d'information de l'Agence Régionale de Santé « Parcours Santé en ligne »](#).**
- Accédez aux numéros de parcours santé : <https://www.grand-est.ars.sante.fr/newsletter-2>
- **[Ouverture du compte Twitter de l'ARS Grand Est](#)**
- Pour suivre les tweets de l'ARS Grand Est rendez-vous sur [@ars\\_grand\\_est](#).

- **[Mise en place d'un groupe de travail GHT instituts](#)** : L'art R6132- 17 du décret 2016-524 du 27/04/16 relatif aux GHT précise que « *la convention constitutive prévoit les modalités retenues pour assurer la coordination des écoles et instituts de formation paramédicale, notamment en matière de gouvernance, de mutualisation des projets pédagogiques, de mise en commun des ressources pédagogiques et de locaux, de politique de stages* » Il nous a semblé important pour faciliter la mise en place de la coordination d'échanger avec tous les acteurs concernés. Des recommandations Grand Est pourraient être formulées. **4 sous-groupes de travail ont été identifiés** → Vous serez sollicité par les membres du groupe pour apporter votre expertise :
  - politique de stage
  - mutualisation des moyens
  - projet pédagogique et méthodes pédagogiques
  - démarche qualité : état des lieux
- **[composition du groupe de travail](#)** :
  - BILS Josiane : directrice des soins au CH de TROYES
  - BOUDIN CORVINA Pascal : coordonnateur pédagogique au CHRU de NANCY
  - CHAPIRON Rémy : coordonnateur pédagogique des instituts de Meuse
  - CHRIST Anais : DRH CH de BISCHWILLER
  - DUGAST Céline : DRH CHRU de STRASBOURG
  - GAUDEL Dominique : directrice des instituts de St-DIE et REMIREMONT
  - KRILL Patricia, directrice des soins à BISCHWILLER
  - LEHMANN Patrick, coordonnateur pédagogique des instituts du GHRMSA
  - MARTENET Nicolas, DRH du CH de CHAUMONT
  - MULIC Michel, directeur de la délégation territoriale 57 de l'ARS Grand Est
  - QUINART Hervé, coordonnateur pédagogiques des instituts du CHU de REIMS
  - ROUAN Maud, représentant le délégué territorial des Ardennes
  - SCHALL Denise, coordinatrice générale des soins au CH de COLMAR
  - SCHONS Christine, coordonnateur pédagogique des instituts du CHR de METZ-THIONVILLE et BRIEY
  - TURKO Odile, directrice des soins au CH de SAVERNE
  - WILLIAUME Sandrine, directrice d'instituts au CHU de REIMS
  - ARS : Claudine JOBST, Véronique PERROT, Sabine RIGON, ARS GRAND EST

## REGLEMENTATION- BREVES

- [Arrêté du 26 octobre 2017](#) relatif à la consultation du public sur le projet de stratégie nationale de santé
- [Arrêté du 27 octobre 2017](#) relatif à l'organisation d'épreuves classantes nationales tests au cours de l'année universitaire 2017-2018
- [Avis](#) relatif au suivi des recommandations du Comité des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels adressées à la France
- [Instruction du 12 octobre 2017](#) relative à la création de 3000 places de CPH en 2018
- [Instruction n° SG/HFDS/SSI/DSI/ 303/2017 du 13 octobre 2017](#) relative aux mesures à prendre par les ARS à la suite d'incidents de sécurité des systèmes d'information
- [LOI n° 2017-1510 du 30 octobre 2017](#) renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme
- [INSTRUCTION N° DGOS/SR2/2017/302 du 23 octobre 2017](#) relative au recueil de données sur les coopérations hospitalières françaises dans le champ international menées par les établissements de santé français en vue de l'élaboration d'une cartographie
- [Décret n° 2017-1515 du 30 octobre 2017](#) portant renouvellement du Conseil national de l'urgence hospitalière et modifiant sa composition et ses missions
- [Arrêté du 26 octobre 2017](#) portant ouverture de l'examen d'accès au diplôme national de thanatopracteur pour la session 2017-2018
- [Décret n° 2017-1520 du 2 novembre 2017](#) relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé
- [Avis n° HCFP-2017-5 du 30 octobre 2017](#) relatif au premier projet de loi de finances rectificative pour l'année 2017
- [Circulaire du Premier ministre du 23 octobre 2017](#) relative à la mise en œuvre de la politique interministérielle en faveur des personnes handicapées et de leur inclusion
- [INSTRUCTION N° DGOS/PF2/2017/301 du 23 octobre 2017](#) relative à l'actualisation de l'annuaire national des structures d'étude et de traitement de la douleur chronique et au recueil de leurs données de file active et d'activité 2017
- [Décret n° 2017-1534 du 3 novembre 2017](#) relatif aux conditions d'explantation des prothèses à pile sur les personnes décédées
- [Décret n° 2017-1522 du 2 novembre 2017](#) relatif aux personnes n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe et pris pour l'application des articles 150, 194 et 195 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
- [Décret n° 2017-1526 du 2 novembre 2017](#) modifiant le décret n° 2012-735 du 9 mai 2012 relatif aux indices de traitement sur la base desquels est effectuée la retenue pour pension des fonctionnaires occupant certains emplois de direction d'établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-1527 du 2 novembre 2017](#) portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 2 novembre 2017](#) fixant le montant de la prime prévue par le décret n° 2011-46 du 11 janvier 2011 modifié portant attribution d'une prime spéciale à certains personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-1528 du 2 novembre 2017](#) modifiant le décret n° 2012-748 du 9 mai 2012 pris pour l'application de l'article 8 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Note du ministère de la justice du 19 octobre 2017](#) d'instruction relative à l'application de la réglementation concernant la protection des jeunes travailleurs
- [Décret n° 2017-1529 du 3 novembre 2017](#) instituant un haut-commissaire à la transformation des compétences
- [Arrêté du 31 octobre 2017](#) relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêt prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dans l'administration centrale et les établissements publics sous tutelle des ministères des solidarités et de la santé, du travail, de l'éducation nationale et des sports
- [Arrêté du 30 octobre 2017](#) relatif aux modalités de signalement et de traitement des incidents graves de sécurité des systèmes d'information
- [NOTE D'INFORMATION N° DGCS/SD3A/2017/306 du 27 octobre 2017](#) relative la diffusion du dossier technique prévu par la mesure 19 du Plan maladie neuro-dégénératives 2014-2019 (PMND) visant à promouvoir les formes d'habitat inclusif pour les personnes atteintes de maladie neurodégénérative
- [Arrêté du 6 novembre 2017](#) fixant, pour l'année 2017, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,

les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale

- [Circulaire du ministère de l'intérieur du 31 octobre 2017](#) relative à la mise en œuvre des articles 1 à 5 de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme

- [Arrêté du 6 novembre 2017](#) homologuant la décision n° 2017-1251 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 23 octobre 2017 inscrivant le numéro 116111 sur la liste des numéros d'urgence devant être acheminés gratuitement par les opérateurs

- [Décret n° 2017-1549 du 8 novembre 2017](#) relatif à la conservation et à la préparation à des fins scientifiques d'éléments du corps humain et modifiant le code de la santé publique

- [Arrêté du 7 novembre 2017](#) relatif à l'affectation des internes en odontologie ayant satisfait aux épreuves du concours national d'internat en odontologie au titre de l'année universitaire 2017-2018

- [Circulaire du 8 novembre 2017](#) relative à l'accord de méthode Etat-collectivités territoriales élaboré dans le cadre de la conférence nationale des territoires

- [Arrêté du 6 novembre 2017 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2016](#) fixant la clé de répartition déterminant la contribution des établissements parties à un groupement hospitalier de territoire aux opérations concernant les fonctions et activités mentionnées aux I, II, III de l'article L. 6132-3

- [Arrêté du 8 novembre 2017](#) portant nomination des membres du collège d'experts placé auprès de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales

- [Note d'information n° DGS/SP5/2017/311 du 27 octobre 2017](#) relative à la régionalisation des structures de gestion du dépistage organisé des cancers

- [Note d'information n° DGS/SP5/2017/312 du 27 octobre 2017](#) relative à la réorganisation du dépistage néonatal hors surdité et à la désignation des centres régionaux de dépistage néonatal

- [Arrêté du 8 novembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 30 octobre 2016 relatif aux modalités de prescription et de mise en œuvre du dispositif d'anti-démarrage par éthylotest électronique sur proposition des commissions médicales en charge du contrôle médical de l'aptitude à la conduite

- [Décret n° 2017-1560 du 14 novembre 2017](#) relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique hospitalière

- [INSTRUCTION N° DGOS/GHT/2017/310 du 6 novembre 2017](#) relative à l'appel à projets pour la mise en œuvre des projets médico-soignants partagés des groupements hospitaliers de territoire

- [INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DGS/SDVSS/DGOS/DGCS/DGT/DGSCGC/2017/284 du 3 novembre 2017](#) relative au guide national de prévention et de gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid 2017-2018

- [Circulaire du Premier Ministre n° 5979/SG du 10 novembre 2017](#) relative à la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme

- [Circulaire n° DGOS/R1/2017/315 du 9 novembre 2017](#) relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2017 des établissements de santé

- [Arrêté du 14 novembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 18 mai 2017 fixant pour l'année 2017 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'art L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale

- [Arrêté du 14 novembre 2017](#) fixant la liste des personnes pouvant bénéficier de l'injection du vaccin antigrippal saisonnier pratiquée par un infirmier ou une infirmière

- [Avis](#) relatif à l'avenant n° 1 à l'accord national des centres de santé, signé le 8 juillet 2015

- [Avis](#) sur le droit à la protection de la santé dans les territoires ultramarins (assemblée plénière du 17 octobre 2017)

- [Avis](#) sur le droit à la protection de la santé dans les territoires ultramarins (assemblée plénière du 17 octobre 2017)

- [Avis](#) sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme

- [NOTE D'INFORMATION N° DGOS/RH4/DGCS/4B/2017/317 du 10 novembre 2017](#) concernant l'exercice du droit d'option ouvert aux membres des corps de rééducation et des manipulateurs en électroradiologie médicale en application des décrets portant classement de ces corps dans la catégorie A de la fonction publique hospitalière

- [Décret n° 2017-1585 du 20 novembre 2017](#) modifiant le décret n° 2013-333 du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective

- [Arrêté du 15 novembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 27 juin 2016 fixant la composition de la Commission nationale de biologie médicale

- [NOTE D'INFORMATION N° DGS/EA2/DSSIS/2017/314 du 27 octobre 2017](#) relative aux évolutions de l'application @riane-habitat

- [Circulaire du 21 novembre 2017](#) relative aux règles de féminisation et de rédaction des textes publiés au Journal officiel de la République française

- [Décret n° 2017-1590 du 20 novembre 2017](#) relatif à la composition et au fonctionnement du Comité d'animation du système d'agences

- [Arrêté du 14 novembre 2017](#) portant cahier des charges des expérimentations relatives à la prise en charge par télésurveillance des patients porteurs de prothèses cardiaques implantables à visée thérapeutique mises en œuvre sur le fondement de l'article 36 de la loi n° 2013-1203 de financement de la sécurité sociale pour 2014

- [Décret n° 2017-1591 du 20 novembre 2017](#) relatif à certaines modalités de fonctionnement de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique

- [Arrêté du 15 novembre 2017](#) relatif au financement des missions prévues au III ter de l'article 40 modifié de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001

- [Décret n° 2017-1596 du 21 novembre 2017](#) fixant le montant de la contribution financière des départements au fonctionnement du groupement d'intérêt public « Enfance en danger » au titre de l'année 2017

- [Arrêté du 20 novembre 2017](#) portant approbation des modifications apportées aux statuts généraux de la section professionnelle des médecins

- [NOTE D'INFORMATION N° DGOS/R4/DGCS/3A/3B/2017/307 du 30 octobre 2017](#) relative à l'évaluation du développement de l'hospitalisation à domicile (HAD) au bénéfice des personnes accueillies dans les établissements sociaux et médico-sociaux

- [Décret n° 2017-1605 du 24 novembre 2017](#) relatif au travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé

- [Arrêté du 24 novembre 2017](#) fixant le montant du plafond des dépenses engagées par un établissement public de santé au titre d'une mission de travail temporaire

- [Déclaration](#) à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère « Répondre à l'appel du 17

octobre pour éliminer la pauvreté : un chemin vers des sociétés pacifiques et inclusives »

- [Instruction interministérielle n° DS/DSB2/DGOS/R4/DGS/2017/257 du 25 août 2017](#) relative aux conditions d'agrément et de fonctionnement des antennes médicales de prévention du dopage (AMPD)

- [INSTRUCTION N° DGOS/PF5/2017/326 du 23 novembre 2017](#) relative à l'appel à projets auprès des établissements de santé pour l'intégration du set de données minimum maladies rares au sein de leur logiciel métier

- [Arrêté du 28 novembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 24 octobre 2017 relatif à l'affectation des internes de pharmacie ayant satisfait aux épreuves du concours national d'internat donnant accès au troisième cycle spécialisé des études pharmaceutiques au titre de l'année universitaire 2017-2018

- [LOI n° 2017-1640 du 1er décembre 2017](#) de finances rectificative pour 2017

- [Observations](#) du Gouvernement sur la loi de finances rectificative pour 2017

- [Décret n° 2017-1645 du 30 novembre 2017](#) relatif au droit à la retraite progressive des salariés ayant plusieurs employeurs

- [Arrêté du 23 novembre 2017](#) relatif aux modèles de conventions de gestion des dispositifs d'emploi accompagné et de financement mentionnées aux III et IV de l'article L. 5313-2-1 du code du travail

- [Avis](#) sur les violences de genre et les droits sexuels et reproductifs dans les outre-mer

- [Décret n° 2017-1604 du 24 novembre 2017](#) modifiant le décret n° 2017-915 du 9 mai 2017 relatif à l'évaluation de la conformité des opérations de l'organisme privé habilité à assurer la réception, le filtrage et l'orientation des appels du service d'appel d'urgence eCall 112 interopérable dans toute l'Union européenne

- [Déclaration](#) à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère « Répondre à l'appel du 17 octobre pour éliminer la pauvreté : un chemin vers des sociétés pacifiques et inclusives »

- [NOTE D'INFORMATION N° DGOS/SR3/2017/329 du 29 novembre 2017](#) relative à la participation des espaces de réflexion éthique à la procédure de révision des lois de bioéthique

- [Arrêté du 30 novembre 2017](#) modifiant et reportant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 28 avril 2017 relatif à la nature des informations d'identification et de traçabilité des produits d'optique-lunetterie et d'appareillage des déficients de l'ouïe

- [Arrêté du 5 décembre 2017](#) fixant pour l'année 2017 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 5 décembre 2017](#) portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2018
- [Arrêté du 5 décembre 2017](#) fixant pour l'année 2017 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 7 décembre 2017](#) fixant, pour l'année 2017, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code
- [Arrêté du 8 décembre 2017](#) désignant les préfets de région compétents pour l'examen des demandes d'autorisation d'exercice ou de prestation de services des professions de santé
- [Arrêté du 8 décembre 2017](#) relatif à la déclaration préalable de prestation de services pour les conseillers en génétique, les médecins médicaux et les préparateurs en pharmacie et en pharmacie hospitalière, ainsi que pour les professions figurant au livre III de la partie IV du code de la santé publique
- [Arrêté du 8 décembre 2017](#) relatif à l'avis rendu par les commissions d'autorisation d'exercice ou par les ordres des professions de santé en cas d'accès partiel à une profession dans le domaine de la santé
- [Arrêté du 8 décembre 2017](#) relatif à la mise en œuvre du mécanisme d'alertes mentionné à l'article L. 4002-1 du code de la santé publique
- [Arrêté du 8 décembre 2017](#) relatif aux niveaux de qualification pris en compte pour la détermination des mesures de compensation pour la reconnaissance des qualifications des professions de santé
- [Arrêté du 8 décembre 2017](#) relatif à la mise en œuvre de la carte professionnelle européenne mentionnée à l'article L. 4002-2 du code de la santé publique
- [Décret n° 2017-1676 du 7 décembre 2017](#) relatif aux modalités d'application de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu prévue au 1° du 2 de l'article 204 A du code général des impôts
- [Arrêté du 5 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 24 mars 2017 relatif aux modalités d'admission directe en deuxième ou troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme
- [Arrêté du 7 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 8 novembre 2016 portant nomination des membres du jury national chargé d'examiner les candidats au diplôme national de thanatopracteur
- [NOTE D'INFORMATION N° DGCS/SD1B/2017/308 du 30 octobre 2017](#) relative au lancement d'une étude sur les parcours des personnes accueillies en lits haltes soins santé (LHSS) et lits d'accueil médicalisé (LAM)
- [Décret n° 2017-1691 du 13 décembre 2017](#) attribuant le grade de licence aux titulaires du certificat de capacité d'orthoptiste
- [Arrêté du 15 décembre 2017](#) portant ouverture des épreuves classantes nationales anonymes donnant accès au troisième cycle des études médicales, au titre de l'année universitaire 2018-2019
- [Arrêté du 7 décembre 2017](#) portant ouverture du concours pour l'accès au cycle préparatoire du concours interne d'admission au cycle de formation des élèves-directeurs des soins de la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 13 décembre 2017](#) fixant, pour l'année 2017, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code
- [Arrêté du 12 décembre 2017](#) relatif à la délégation par la Cour des comptes aux chambres régionales et territoriales des comptes du jugement des comptes et du contrôle des comptes et de la gestion de certaines catégories d'organismes publics
- [Décret n° 2017-1704 du 18 décembre 2017](#) modifiant le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 portant création d'un régime de retraites complémentaire des assurances sociales en faveur des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques
- [Arrêté du 7 décembre 2017](#) portant ouverture des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs des soins de la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 13 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 5 avril 2016 fixant les critères de sélection des donneurs de sang
- [Décisions prises lors du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière du 20 décembre 2017](#) : « **Directeurs des soins : hausse de la NBI et relèvement progressif de la part Fonctions** Un projet de décret porte la nouvelle bonification indiciaire à 40 points majorés pour les directeurs des soins qui bénéficiaient jusqu'alors de 30 points

majorés et à 55 points majorés pour les directeurs des soins qui bénéficiaient jusqu'alors de 45 points. Pour les directeurs des soins ne bénéficiant pas d'une concession de logement pour nécessité absolue de service, un projet d'arrêté porte le coefficient pour la part fonctions à 6 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (avec une hausse de 0,5 point par an entre 2018 et 2021). »

- [Arrêté du 27 novembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 12 avril 2017 relatif à l'organisation du troisième cycle des études de médecine et l'arrêté du 21 avril 2017 relatif aux connaissances, aux compétences et aux maquettes de formation des diplômés d'études spécialisées et fixant la liste de ces diplômés et des options et formations spécialisées transversales du troisième cycle des études de médecine

- [INSTRUCTION N° DGOS/PF4/2017/330 du 29 novembre 2017](#) relative aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année 2018

- [INSTRUCTION N° DGOS/SR2/2017/328 du 29 novembre 2017](#) relative à l'appel à projet de coopération hospitalière internationale pour l'année 2018

- [Instruction N° SG/DREES/2017/344 du 31/03/2017](#) relative aux accès permanents des agences régionales de santé au système national des données de santé

- [Arrêté du 16 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée

- [Arrêté du 19 décembre 2017](#) relatif au formulaire de déclaration d'un événement indésirable grave associé à des soins et aux modalités de transmission à la Haute autorité de santé

- [Arrêté du 22 décembre 2017](#) portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes

- [Convention du 22 décembre 2017](#) entre l'Etat et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Equipements structurants pour la recherche »)

- [Convention du 22 décembre 2017](#) entre l'Etat et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Grandes universités de recherche »)

- Orthoptistes : [Décision du 27 octobre 2017](#) de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie relative à la liste des actes et prestations pris en charge par l'assurance maladie

- [Décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017](#) fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat

- [Arrêté du 22 décembre 2017](#) fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat

- [Arrêté du 18 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 23 août 2011 fixant, en application de l'article R. 1335-8-1 du code de la santé publique, la liste des pathologies conduisant pour les patients en autotraitement à la production de déchets d'activité de soins à risque infectieux perforants

- [Arrêté du 19 décembre 2017](#) fixant le cahier des charges des structures régionales d'appui à la qualité des soins et à la sécurité des patients

- [Décret n° 2017-1418 du 29 septembre 2017](#) portant adaptation du régime électoral des ordres des professions de santé (rectificatif)

- [Décret n° 2017-1736 du 21 décembre 2017](#) portant report de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions statutaires relatives à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires hospitaliers

- [Décret n° 2017-1737 du 21 décembre 2017](#) modifiant l'échelonnement indiciaire de divers corps, cadres d'emplois et emplois de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale, et de la fonction publique hospitalière

- [Arrêté du 19 décembre 2017](#) fixant le taux de prélèvement pour frais de recouvrement opéré sur le produit des impôts et taxes recouvrés pour le compte des organismes de sécurité sociale, des organismes concourant à leur financement, à l'amortissement de leur dette et à la mise en réserve de recettes à leur profit ou des organismes finançant et gérant des dépenses relevant de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie

- [INSTRUCTION N° DAJ/POLE DEONTOLOGIE/2017/337 du 11 décembre 2017](#) concernant la mise en œuvre des dispositions relatives à la déclaration publique d'intérêts et à la prévention des conflits d'intérêts dans les agences régionales de santé

- [Arrêté du 19 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant, pour l'année 2017, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de

financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code

- [Arrêté du 22 décembre 2017](#) portant modification de l'arrêté du 23 décembre 2013 fixant la liste des indicateurs contenus dans le bilan social prévu par l'article 37 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat prévu par les articles 15 et 43 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

- [LOI n° 2017-1775 du 28 décembre 2017](#) de finances rectificative pour 2017

- [Décret n° 2017-1784 du 27 décembre 2017](#) modifiant certaines dispositions relatives à la nouvelle bonification indiciaire de certains personnels de la fonction publique hospitalière

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 9 mai 2012 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre de places offertes, pour l'année universitaire 2018-2019 pour l'admission en deuxième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme, aux étudiants qui souhaitent exercer leur droit au remords

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre de places offertes, pour l'année universitaire 2018-2019, pour l'admission directe en deuxième ou troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre complémentaire d'étudiants admis, à l'issue des épreuves de la première année commune aux études de santé organisées lors de l'année universitaire 2017-2018, à poursuivre des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études en pharmacie à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2017-2018 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2018-2019 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études

médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études en odontologie à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2017-2018 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2018-2019 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études en médecine à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2017-2018 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2018-2019 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- [Arrêté du 27 décembre 2017](#) fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études de sage-femme à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2017-2018 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2018-2019 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- [LOI n° 2017-1836 du 30 décembre 2017](#) de financement de la sécurité sociale pour 2018 (1)

- [LOI n° 2017-1837 du 30 décembre 2017](#) de finances pour 2018 (1)

- [LOI n° 2017-1838 du 30 décembre 2017](#) relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (1)

- [LOI n° 2017-1841 du 30 décembre 2017](#) ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1)

- [Décret n° 2017-1866 du 29 décembre 2017](#) portant définition de la stratégie nationale de santé pour la période 2018-2022

- [Arrêté du 30 décembre 2017](#) modifiant l'arrêté du 8 mars 2017 fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale

- [Décret n° 2017-1890 du 30 décembre 2017](#) relatif au taux des cotisations d'assurance maladie du régime de sécurité sociale des fonctionnaires et des agents permanents des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière

## OSTEOPATHIE

### ● Décisions relatives aux établissements autorisés à dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-19 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie (CEESO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-05 du 7 juillet 2015** portant agrément de la Fondation EFOM Boris DOLTO pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-17 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut des hautes études ostéopathiques - IDHEO Nantes pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-20 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut Dauphine d'ostéopathie (IDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-09 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie Lyon (CEESO)

**Décision n° 2015-14 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-03 du 7 juillet 2015** portant agrément du Collège ostéopathique européen

(COE) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-11 du 7 juillet 2015** portant agrément du collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-15 du 7 juillet 2015** portant agrément du Conservatoire supérieur ostéopathique Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-16 du 7 juillet 2015** portant agrément du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-10 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-04 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie (InSO Lille) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-01 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Rennes (IO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-08 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM-IFBO)

**Décision n° 2015-06 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Lyon (ISOSTEO Lyon) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-12 du 7 juillet 2015** portant agrément de ITO-Bordeaux pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-21 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Paris - CETOHM-FI (ISOP) pour dispenser une

formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-22 du 7 juillet 2015** portant agrément du Collège ostéopathique de Provence Aix-Marseille pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-23 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Ecole d'ostéopathie de Paris (EO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-07 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie de Rennes (IFSO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-13 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-28 du 29 septembre 2015** portant agrément provisoire de l'établissement de formation en ostéopathie OSTEOBIO de Cachan

**Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-27 du 16 septembre 2015** portant agrément provisoire du centre d'ostéopathie ATMAN de Valbonne - Sophia-Antipolis

**Décision n° 2015-29 du 9 octobre 2015** modifiant la décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie |

**Décision n° 2016-01 du 3 mars 2016** portant agrément du centre d'ostéopathie ATMAN pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-02 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Andrew Taylor Still Academy (ATSA) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-03 du 3 mars 2016** portant agrément du Collège ostéopathique du Pays basque (COPB) pour dispenser une formation

en ostéopathie

**Décision n° 2016-04 du 3 mars 2016** portant agrément de l'école Danhier d'ostéopathie pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-05 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie (IFSO) de Vichy pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-06 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Bordeaux (IOB) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-07 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Ecole européenne d'ostéopathie du campus privé **d'Alsace** (OSCAR) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-08 du 3 mars 2016** portant agrément de l'établissement de formation OSTEOBIO (SEMEV) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-09 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-10 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-11 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (CSO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-12 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie de Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-13 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-14 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand

Montpellier (ISOGM - IFBO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-15 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) de Toulouse pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-16 du 30 mai 2016** modifiant la décision n° 2016-08 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie OSTEOBIO – SEMEV

### Appel à projets de recherche paramédicale

-  GIRCI Est\_CV
-  GIRCI porteur\_APPARA 201Est\_Attestation enga
-  GIRCI EST \_lettre
-  GIRCI Est\_note de intention\_APPARA 20cadrage\_ APPARA 20

### PUBLICATIONS – DOCUMENTS

- Les Groupements Hospitaliers de Territoire en psychiatrie
- RH et GHT : 10 fiches pratiques
- SIDIEF. Mémoire sur la qualité des soins et la sécurité des patients : une priorité mondiale. 2015, [document](#)
- ANAP. Mettre en œuvre un projet de psychiatrie et santé mentale - Kit d'outils, [informa](#)
- **Les GHT progressent sur le projet de soins partagé**, 10 janvier 2017 :L'Association française des directeurs de soin (AFDS) a mené une enquête auprès des 135 GHT pour évaluer l'état d'avancée de ce dispositif sur le terrain. Les résultats montrent qu'une majorité de travaux sur le projet médical partagé font participer un représentant paramédical, un directeur de soins la plupart du temps. **Source : [cadredesante.com](http://cadredesante.com)**
- Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) (pdf. 531 ko) – Février 2017
- SINGLY (de) C., Tira V., GAILLAGUET J. Groupe de travail : Les initiatives du changement des pratiques des professionnels de santé favorables à la démocratie en santé. Rapport. Institut pour la démocratie en santé, 2017, [document](#)
- Améliorer la pertinence des soins : un enjeu majeur pour notre système de santé [Rapport d'information n° 668](#) de M. [Jean-Marie VANLERENBERGHE](#), rapporteur général, fait

au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales

- [HCAAM. Refonder les politiques de prévention et de promotion de la santé. Avis adopté à l'unanimité le 28 juin 2017](#)

- [HCAAM. Organiser la médecine spécialisée et le second recours : un chantier prioritaire. Avis adopté à l'unanimité 22 juin 2017](#)

- Accès aux soins : promouvoir l'innovation en santé dans les territoires [Rapport d'information n° 686](#) de MM. [Jean-Noël CARDOUX](#) et [Yves DAUDIGNY](#), fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales [Synthèse du rapport](#)

- Haut conseil de la santé publique. Avis relatif à la saisine du 17 mai 2017 sur la stratégie nationale de santé. 31 juillet 2017, [document](#)

- DEBEAUPUIS J., ESSIED A., ALLAL P., ELSHOUD S., THOMAS F. Pour une meilleure intégration des formations paramédicales à l'université: mise en œuvre des mesures 5, 6 et 13 de la Grande conférence de la santé. IGAS-IGAENR, Rapport, juin 2017, [document](#)

- Anap. Conception et création d'une unité ambulatoire : Repères méthodologiques. 2017, [document](#)

- [BÉGAUD Bernard, POLTON Dominique, VON LENNEP Franck](#) **Les données de vie réelle, un enjeu majeur pour la qualité des soins et la régulation du système de santé - L'exemple du médicament** <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/174000870/?xtor=EPR-696>

- **Groupements hospitaliers de territoire - Les activités médicales et soignantes**, 5 décembre 2017 *Fiches repères – Projet de soins partagé - Guide sur l'organisation en commun des activités de biologie.*

**[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)**

- **La moitié de la population de la planète n'a pas accès aux services de santé essentiels**, 13 décembre 2017 *Il ressort d'un nouveau rapport de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la Santé que la moitié au moins de la population de la planète n'a pas accès aux services de santé essentiels. Chaque année un nombre considérable de familles sont plongées dans la pauvreté en raison des dépenses de santé qu'elles doivent régler directement.* **Source : OMS**

- **L'impact du numérique dans le**

**domaine de la santé**, 19 décembre 2017  
*Sondage de l'observatoire du numérique Digital Society Forum-BVA. [Source : BVA](#)*

- **Recommandations de bonnes pratiques pour l'entretien des locaux dans les établissements de santé et établissements médico-sociaux**, 12 décembre 2017 Ce [guide](#) sur l'entretien des locaux est un document très attendu par les professionnels et plus particulièrement par les hygiénistes intervenant dans ce domaine dans les établissements de santé comme médico-sociaux. [Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- **Nouveau guide ANFH sur la « Coordination de la formation dans les GHT »**

Ce guide, destiné aux interlocuteurs RH / Formation, comporte **14 fiches thématiques**, élaborées à partir des questions et expériences partagées lors des journées régionales GHT ayant rassemblé près de 900 acteurs de la formation.

Il a pour objectif d'aider à décrypter le dispositif, d'éclairer les GHT sur les choix à effectuer et de fournir des pistes opérationnelles de coordination de la formation.

Le guide est assorti d'un dispositif d'accompagnement de proximité (formations, partage de pratiques...) porté par les Délégations et proposé par l'ANFH à ses adhérents, pour les aider dans la mise en œuvre opérationnelle de cette coordination.

[L'ANFH soutient les professionnels hospitaliers pour la mise en place des GHT](#)

- Dix ans d'hospitalisation à domicile (2006-2016) - Un essor important, en deux temps : <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/dix-ans-d-hospitalisation-a-domicile-2006-2016-un-essor-important-en-deux-temps>

En 2016, 313 établissements coordonnent des prises en charge d'hospitalisation à domicile (HAD), contre 170 en 2006. En dix ans, l'activité réalisée a plus que doublé (passant de 1,9 million à 4,9 millions de journées), tout comme les capacités de prise en charge : le nombre de patients pouvant être hospitalisés à domicile simultanément est passé de 6 900 à 16 300. Le taux de recours national a également augmenté et s'établit à 20 patients par jour pour 100 000

habitants en 2016 (8 en 2006).

- L'avenir de l'assurance maladie : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lavenir-de-lassurance-maladie>

- **L'état de santé de la population en France - Edition 2017**, novembre 2017 *Le rapport met en lumière les problèmes de santé auxquels les politiques publiques doivent répondre. Une typologie socio-sanitaire des territoires a été réalisée : elle met en évidence des zones particulièrement vulnérables.*

[Source : Documentation française](#)

- **La formation aux professions de la santé en 2015 (hors professions médicales et pharmaceutiques)**, 20 octobre 2017 Document de travail n° 202 – Deux parties : 1ère partie : présentation des résultats de l'enquête auprès des établissements de formation aux professions de santé en 2015. 16 formations ont été enquêtées : ambulancier, infirmier, sage-femme, masseur kinésithérapeute, technicien en laboratoire médical, aide-soignant, pédicure podologue, manipulateur d'électroradiologie médicale, ergothérapeute, psychomotricien, auxiliaire de puériculture, puéricultrice, infirmier anesthésiste, infirmier de bloc opératoire, cadre de santé et préparateur en pharmacie hospitalière. 2ème partie : présentation des statistiques sur les formations aux professions de santé relevant du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et concernent les formations aux professions suivantes : audioprothésistes, diététiciens, opticiens-lunettiers, orthophonistes, orthoptistes, podorthésistes, prothésistes-orthésistes.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

## DPC

- Loi 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée par la loi 2011-940 du 10 août 2011
- [Décrets 2010-1204](#) du 11 octobre 2010 relatifs aux modalités d'intégration des protocoles de coopération étendus dans le DPC et la formation initiale des professionnels de santé
- Décret 2011-2113 du 30 décembre 2011 relatif à l'organisme gestionnaire du DPC
- Décrets 2011-2114 ; 2011-2115 ; 2011-2116 ; 2011-2117 ; 2011-2118 relatifs aux DPC de chacune des professions concernées
- [Décrets 2012-26 ; 2012-27 ; 2012-28 ; 2012-29 ; 2012-30](#) relatif à la commission scientifique de chacune des professions

concernés

- Arrêté du 16 mars 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins
- Arrêté du 19 avril 2012 portant approbation de la convention constitutive du GIP « organisme gestionnaire du DPC »
- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des SF
- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes
- Arrêté du 3 mai 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des pharmaciens
- Arrêté du 21 août 2012 portant approbation du budget provisoire du GIP « OGDPC » : JO du 31 août 2012
- Arrêté du 29 octobre 2012 portant soumission du groupement d'intérêt public « organisme gestionnaire du DPC au contrôle économique et financier de l'Etat et désignation de la mission « santé » du service du contrôle général économique et financier pour exercer ce contrôle : JO du 7/11/ 2012
- Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à l'indemnisation des membres des instances de l'OGDPC : JO du 17 novembre 2012
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif à la composition du dossier de demande d'enregistrement en qualité d'organisme de développement professionnel continu et du dossier d'évaluation prévus aux articles R. 4021-23 et R. 4021-24 du CSP
- Publication par la HAS de « la liste des méthodes et des modalités » de fonctionnement des programmes La liste des méthodes et modalités de DPC
- Arrêté du 26 février 2013 fixant la liste des orientations nationales du développement professionnel continu des professionnels de santé pour l'année 2013
- Arrêté du 25 juillet 2013 relatif au modèle d'attestation délivrée par un organisme de développement professionnel continu à un professionnel de santé justifiant de sa participation à un programme de développement professionnel continu
- Arrêté du 28 juin 2013 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 17 avril 2014 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins *JO du 19 avril 2014*
- Arrêté du 22 mai 2014 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Décret n° 2014-1138 du 7 octobre 2014 relatif à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 7 octobre 2014 portant

approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu

- Arrêté du 11 mai 2015 portant approbation de la modification de la convention constitutive du Groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu »
- Arrêté du 18 décembre 2015 relatif à la prorogation de la durée du mandat des membres de la commission scientifique indépendante des médecins
- Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé
- Arrêté du 28 juillet 2016 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Agence nationale du développement professionnel continu »
- Arrêté du 7 septembre 2016 portant nomination à l'Agence nationale du développement professionnel continu
- Arrêté du 14 septembre 2016 relatif aux critères d'enregistrement des organismes ou structures qui souhaitent présenter des actions de développement professionnel continu auprès de l'Agence nationale du développement professionnel continu et à la composition du dossier de présentation des actions
- Décret n° 2016-1317 du 5 octobre 2016 relatif à l'attribution de missions dans le cadre du développement professionnel continu des professions de santé en l'absence de conseils nationaux professionnels

### Coopération entre professionnels de santé

→ Le logiciel COOP-PS est une application informatique nationale supportant le dossier à utiliser pour toute demande concernant les coopérations interprofessionnelles. L'envoi de la lettre d'intention, d'un protocole de coopération, des demandes d'adhésions et leur instruction sont donc dématérialisés.

Plusieurs liens ont été créés pour vous permettre de vous connecter. En cliquant sur le 1<sup>er</sup> lien vous visualiserez la procédure et la réglementation concernant les protocoles de coopération ; vous pourrez en cliquant à droite de la page, faire apparaître les objectifs du logiciel « COOP-PS » et ouvrir la fenêtre concernant le logiciel. Avec le 2<sup>ème</sup> lien, vous vous connecterez directement au logiciel « COOP-PS »

<http://www.ars.lorraine.sante.fr/Lesprotocoles-decooperation.153046.0.html><https://coopps.ars.sante.fr/init/index.jsp>

**→Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur la coopération entre professionnels de santé**

Disponible sur Internet : <http://www.senat.fr/rap/r13-318/r13-3181.pdf>  
GENISSON Catherine/MILON Alain, Sénat, Paris, 2014, 57 p.

→Instruction DSS/1B/2015/209 du 13 mai 2015 relative aux modalités de mise en œuvre de protocoles de coopération concernant le bilan visuel

**Remerciements à**

- **Ljiljana JOVIC, conseillère technique en soins à l'ARS Ile de France**  
**Thierry POOR service documentation ARS Grand Est**

**Journée régionale des directeurs des soins**

**Annonces /Congrès/Colloque**

**Février 2018**

**21-23** – Fine Europe : conférence de Malte, [informations](#)

**Avril 2018**

**5-6** – 4<sup>ème</sup> édition des Journées Francophones de la Recherche en Soins (JFRS), [informations](#)

**Mai 2018**

**10-11** – 2<sup>ème</sup> congrès international des infirmières « Les infirmiers/es dirigent la vision pour la santé mondiale ». Ordre des infirmiers au Liban. Information : [conference2018@orderofnurses.org.lb](mailto:conference2018@orderofnurses.org.lb).

**29-31** – Salon infirmier, [informations](#)

**29-31** – Healthcare week

**Juin 2018**

**3-6** – 7<sup>e</sup> Congrès mondial du SIDIIEF : « La profession infirmière engagée vers l'avenir : chercher, innover, soigner », [Informations](#)

M.A.J. : 19/09/2017

**dernière semaine de chaque mois.**

**Claudine JOBST      CPR Grand Est**

**Véronique PERROT CPR Grand Est**

## **PROTOCOLES DE COOPERATION AUTORISES EN REGION GRAND EST (MAJ sept 2017)**

1. ASALEE : travail en équipe infirmier(e)s délégué(e)s à la santé populationnelle & médecins généralistes pour l'amélioration de la qualité des soins et l'allocation optimisée de la disponibilité des "professionnels de santé" sur le territoire concerné
2. Protocole de coopération entre médecins radiologues ou nucléaires et manipulateurs d'électroradiologie médicale (ERM) formés à l'échographie, exerçant au minimum 50% de leur temps de travail dans ce domaine
3. Réalisation d'échocardiographie par un professionnel non médecin
4. Réalisation de Bilan Uro-Dynamique (BUD) par une infirmière experte en urologie en lieu et place d'un médecin
5. Protocole de coopération entre ophtalmologiste et orthoptiste : transfert par l'ophtalmologiste de la prescription médicale des actes dispensés par l'orthoptiste
6. Suivi de patients diabétiques traités par insuline munis d'un carnet glycémique électronique et surveillés par télé-médecine avec prescriptions et soins par l'infirmier en lieu et place du médecin
7. Réalisation d'un bilan visuel par l'orthoptiste dans le cadre du renouvellement/adaptation des corrections optiques chez l'enfant de 6 à 15 ans
8. Réalisation d'un bilan visuel par l'orthoptiste dans le cadre du renouvellement/adaptation des corrections optiques chez les adultes de 16 à 50 ans
9. Mesure de l'élastométrie du foie avec l'appareil de mesure Fibroscan en lieu et place d'un médecin
10. Sur prescription médicale, réalisation par l'aide-soignant, en lieu et place de l'infirmier de soins d'élimination fécale pour des patients atteints de troubles neurologiques chroniques, pris en charge à domicile par le SSIAD pour personnes handicapées
11. Réalisation de photographies du fond d'oeil dans le cadre du dépistage de la rétinopathie diabétique par un(e) orthoptiste et/ou un(e) infirmier(e) en lieu et place d'un ophtalmologiste conformément à l'article L.4011-2 du code de la santé publique
12. Prise en charge par l'infirmier des diabétiques insulinotraités par pompe à insuline externe selon un Plan d'Education Personnalisé Electronique (ePEP) avec prescriptions et soins de premier recours en lieu et place du médecin
13. Prélèvements de cornées dans le cadre de prélèvements de tissus et / ou de prélèvements multi organes sur personnes décédées
14. Enregistrement et pré-interprétation en vue du dépistage de l'échographie anormale, des paramètres écho cardiographiques trans-thoraciques (ETT) par une infirmière diplômée d'Etat (IDE) en lieu et place d'un médecin cardiologue avant interprétation médicale définitive
15. Prise en charge des patients parkinsoniens traités par stimulation cérébrale profonde (SCP) : adaptation des réglages de stimulation par une infirmière en lieu et place du médecin à partir des évaluations motrice, comportementale et psycho sociale
16. Consultation, décision et prescription de vaccination pour les usagers par un(e) Infirmier(e) en lieu et place d'un médecin
17. Indication et réalisation d'une ponction de lymphocèle chez les patientes en post-opératoire d'une chirurgie mammaire curative et/ou reconstructrice
18. Prescription et réalisation de vaccinations et de sérologies, remise de résultats de sérologie, par un infirmier en lieu et place d'un médecin
19. Réalisation de ponction médullaire en crête iliaque postérieure à visée diagnostique par une infirmière en lieu et place du médecin
20. Dépistage itinérant de la rétinopathie diabétique : un travail pluridisciplinaire qui améliore la prise en charge du patient diabétique en zone sous-médicalisée
21. Transfert de compétence : pose de voies veineuses centrales par l'infirmière
22. Consultation infirmière de suivi de patients bénéficiant d'une chirurgie de l'obésité avec prescriptions de médicaments en lieu et place du médecin
23. Radiologues interventionnels et manipulateurs en électroradiologie médicale pour la pose des PICC-Line en salle de radiologie interventionnelle

24. Réalisation d'un bilan visuel par un orthoptiste dans le cadre du renouvellement/adaptation des corrections optiques chez les enfants de 06 à 15 ans et analysé via télé-médecine par un ophtalmologiste

25. Réalisation d'un bilan visuel par un orthoptiste dans le cadre du renouvellement/adaptation des corrections optiques chez les adultes de 16 à 50 ans et analysé via télé-médecine par un ophtalmologiste

26. Evaluation et suivi de plaies complexes et/ou à retard de cicatrisation par un IDE expert en plaies et cicatrisation dans le cadre d'un réseau pouvant fonctionner en télé-médecine

27. Protocole de coopération entre médecins radiologues ou nucléaires et manipulateurs d'électroradiologie médicale (ERM) formés à l'échographie, en milieu libéral

28. Prise en charge et suivi des patients connus atteints d'épilepsie(s) en structures spécialisées et/ou par télé-médecine, avec adaptation thérapeutique et soins par l'infirmier en lieu et place du médecin